ORDONNE :

Article premier. — Est approuvé le compte administratif du budget général du Togo pour l'exercice 1968, arrêté en recettes et en dépenses comme suit :

Recettes : Budget de fonctionnement 6.261.583.722 F
Budget d'investissement 1.414.528.850 F

Total des recettes 7.676.112.572 F

Dépenses : Budget de fonctionnement 6.173.261.583 F
Budget d'investissement 1.414.528.850 F

Total des dépenses 7.587.790.433 F

Excédent des recettes sur les dépenses 88.322.139 F

Art. 2 — L'excédent des recettes sur les dépenses s'élève à quatre-vingt huit millions trois cent vingt-deux mille cent trente-neuf francs.

Art. 3 — La présente ordonnance sera publiée au **Journal officiel** de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, 4 juillet 1972

Général E. Eyadéma

ORDONNANCE n° 10 du 4/7/72 portant approbation du compte administratif du budget général du Togo pour l'exercice 1969.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Vu la loi organique n° 60-29 du 5 août 1960 relative aux lois de finances ;

Vu l'ordonnance n° 46 du 22 novembre 1968 portant loi de finances pour l'exercice 1969 ;

Vu l'ordonnance n° 14 du 28 juillet 1970 portant modification de l'ordonnance n° 46 du 22 novembre 1968 (1^{er} collectif 1969) ;

Sur le rapport du ministre des finances et de l'économie ;

Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier. — Est approuvé le compte administratif du budget général du Togo pour l'exercice 1969, arrêté en recettes et en dépenses comme suit :

Recettes : Budget de fonctionnement 7.418.367.662 F
Budget d'investissement 971.824.021 F

Total des recettes 8.390.191.683 F

Dépenses : Budget de fonctionnement 7.348.553.601 F
Budget d'investissement 971.824.021 F

Total des dépenses 8.320.377.622 F

Excédent des recettes sur les dépenses 69.814.061 F

Art. 2 — L'excédent des recettes sur les dépenses s'élève à soixante neuf millions huit cent quatorze mille soixante et un francs.

Art. 3 — La présente ordonnance sera publiée au **Journal officiel** de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 4 juillet 1972

Général E. Eyadéma

ORDONNANCE No 11 du 4/7/72 accordant la garantie de l'Etat à une avance de la banque togolaise de développement.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des finances et de l'économie ;

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier. — La garantie de l'Etat, sous forme d'aval, sera accordée à l'avance de quarante cinq millions (45 millions) de francs CFA consentie par la banque togolaise de développement à l'agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (Représentation du Togo) et destinée à compléter le financement de la construction de la nouvelle aérogare de Lomé.

A cette fin, une convention sera conclue entre le Président de la République et la banque togolaise de développement.

Art. 2 — L'ordonnance n° 38 du 29 septembre 1971 est abrogée.

Art. 3 — La présente ordonnance sera publiée au **Journal officiel** de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 4 juillet 1972

Général E. Eyadéma

ORDONNANCE No 12 du 4/7/72 portant modification du taux de la taxe spéciale de transit.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Vu la loi n° 66-22 du 23 décembre 1966 portant code des douanes ;

Vu l'ordonnance n° 26 du 12 novembre 1969 portant création d'une taxe spéciale de transit ;

Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier. — Le taux de la taxe spéciale de transit créée par l'ordonnance n° 26 du 12 novembre 1969 est modifié comme suit :

— Cigarettes	20%
— Boissons alcooliques	20%
— Tissus imprimés	5%
— Friperies	8%
— Autres (à l'exception des véhicules)	8%

Art. 2 — Vu l'urgence, les dispositions de la présente ordonnance seront rendues immédiatement applicables par voie d'affichage.

Art. 3 — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de la République togolaise.

Lomé, le 4 juillet 1972

Général E. Eyadéma

ORDONNANCE No 13 du 7-7-72 portant annulation et ouverture de crédits au budget d'investissement.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les ordonnances n°s 1 et 16 des 14 janvier et 14 avril 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 42 du 7 décembre 1967 portant loi de finances pour l'exercice 1968 ;

Vu l'ordonnance n° 8 du 22 février 1968 portant annulation et ouverture de crédits au budget d'investissement ;

Vu l'ordonnance n° 24 du 6 septembre 1969 portant modification de l'ordonnance n° 42 du 7 décembre 1967 portant loi de finances pour l'exercice 1968 (1^{er} collectif 1968) ;

Vu la loi organique n° 60-29 du 5 avril 1960 ;

Sur proposition du ministre des finances et de l'économie et du secrétaire d'Etat à la Présidence, chargé du commerce, de l'industrie et du plan ;

Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier — Sont annulés au titre du budget d'investissement gestion 1968 les crédits non utilisés ci-après :

BUDGET D'INVESTISSEMENT — Gestion 1968

TITRE	Chap.	Art.	Par.	Rub.	MINISTERES ET SERVICES	NATURE DES OPERATIONS	Crédits de paiement	Crédits disponibles à annuler	PROVENANCE
1	2	1	2	e	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE Statistique générale	Préparation de recensement général.	17.000.000	778.814	1968/1
	3	1	2	f	MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE Gendarmerie Nationale	Construction de brigade de gendarmerie à Lama-Kara.	4.680.000	550	1968/3
	3	1	3	c	Armée Nationale	Construction au camp de Tokoin (annexe infirmerie et hangars)	2.500.000	27.489	1968/1
	3	1	3	e	« —	Construction au camp de Tokoin (dortoirs pour jeunes recrues)	8.000.000	2.245	1968/3
	3	1	3	i	« —	Construction et équipement du camp d'infanterie de lama-Kara (4 ^e tranche)	15.000.000	6.896	1968/1
	4	1	1	a	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	Aménagement de l'immeuble du ministère	650.000	2	1968/2
	5	1	2	e	MINISTERE DE L'INTERIEUR Circonscriptions administratives.	Construction de logements du personnel subalterne du poste administratif de Tandjouaré	1.200.000	175	1968/3
	5	1	2	g	« —	Travaux de finition des bureaux de la circonscription de Lomé	3.083.000	285.574	1968/2
	5	1	2	m	« —	Construction de bureaux de Tabligbo	3.500.000	6.056	1968/1
1	6	1	2	a	MINISTERE DES FINANCES, DE L'ECONOMIE ET DU PLAN Direction des études et du plan	Etudes et travaux de préparation du plan : SOKAD Maritime » Plateaux » Centrale » Kara » Savanes	300.000 2.100.000 2.100.000 3.750.000 1.750.000	960 60.504 34.620 46.632 41	1968/3 1968/3 1968/3 1968/3 1968/3
	6	1	4	a	Service des finances	Prévisions pour règlement sur exercices antérieurs	990.850	803.000	1968/2
	6	1	6	i	Service des douanes	Acquisition de terrains au poste de douanes d'Afiao	1.500.000	236.090	1968/2
	6	1	8	b	»	Acquisition d'un terrain à Agouvé	5.000.000	173.076	1968/2
	6	1	11	a	Ministère des finances	Etudes et travaux préparatoires du plan de développement (enquêtes agricoles)	3.000.000	39.473	1968/1
	6	2	3	b	Service du garage central	Equippedement du garage central à Lomé	3.000.000	25.346	1968/2
	7	1	4	c	MINISTERE DE LA JUSTICE Juridiction de 1 ^{re} instance et de droit coutumier	Construction logement du juge de paix de Palimé	2.000.000	388	1968/1
	8	1	4	i	MINISTERE DES TP, MINES, TRANSPORTS, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS Eaux	Renforcement adduction d'eau à Tsévié (2 ^e tranche)	5.000.000	2.500.000	1968/1
	8	1	4	j		Hydraulique villageoise	10.000.000	112	1968/1
	8	1	4	k	Electricité	Hydraulique villageoise (SORAD Maritime)	3.500.000	152	1968/2
	8	1	4	m		Etudes d'adduction d'eau de Lama-Kara (2 ^e tranche)	2.000.000	50.000	1968/1
	8	1	4	n	Hydraulique et électricité	Electrification de Sokodé et Lama-Kara	20.000.000	747	1968/1
	8	1	5	FA/n	Postes et télécommunications	Etudes d'aménagement du Sio (1 ^{re} tranche)	4.500.000	3.237.147	1968/2
	8	1	5	FA/b		Achat de postes téléphoniques	4.000.000	1.914	1968/1
	8	1	5	FA/c		Achat matériels téléphoniques	4.100.000	5.123	1968/1
	8	1	5	FA/e		Divers			
	8	1	5	FB/a		Achat matériel postal	4.450.000	65	1968/1
	8	1	5	FB/b		Aménagement et équipement des radio-téléphoniques et télégraphiques	6.650.000	24.101	1968/1
	8	1	5	FB/b		Ligne Atakpamé-Elé	6.100.000	327	1968/1
	8	1	5	FB/b		Construction de bureau des PTT à Lomé	5.000.000	3.188	1968/1

TITRE	Chap.	Art.	Par.	Sub.	MINISTERES ET SERVICES	NATURE DES OPERATIONS	Crédits de paiement	Crédits disponibles à annuler	PROVENANCE
	8	1	6	c	Aéronautiques civiles	Aménagement et équipement de l'aérodrome de Lomé	13.300.000	2.400.000	1968/3
	8	1	7	b	Port de Lomé	Participation togolaise aux travaux de construction de la subdivision des TP à Lama-Kara.	35.000.000	836.350	1968/1
	8	1	10	b	Direction des travaux publics	Construction de la subdivision des TP à Lama-Kara.	7.000.000	7.264	1968/2
					MINISTERE DE L'ECONOMIE RURALE				
	9	1	2	b	Service de l'agriculture	Frais d'études de l'aménagement de la Kara et Koumoungou	200.000	31.684	1968/3
	9	1	2	c	Jeunesse pionnière agricole	Village coopératif de Togodo	5.000.000	10.854	1968/1
	9	1	2	k	Clubs agricoles	Clubs agricoles	753.000	1.010	1968/1
1	9	1	2	f	SORAD Lama-Kara	Financement de divers projets	5.000.000	538	1968/1
	9	1	4	f	Service des eaux et forêts	Participation togolaise aux projets des Nations Unies	10.000.000	2.192	1968/1
	9	1	4	—	Direction de l'économie rurale	Contributions togolaises aux recherches forestières appliquées (3 ^{ème} tranche)			
	9	1	6	e	Service des pêches	Participations togolaises au projet de modernisation de la pêche	8.000.000	643	1968/3
	9	1	6	g	— « —	Projet de piscicultures	3.000.000	2.467	1968/1
	9	1	7	a	S.N.D.R.	Dotation au fonds d'aide de développement des villages. (Région de la Kara)	500.000	23.084	1968/1
					MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE				
	10	1	4	b	Assistance médicale	Construction d'un dispensaire subdivision sanitaire de Palimé	2.000.000	466	1968/1
	10	1	4	d	— « —	Construction de la maternité de Dayes Apéyéme (Klouto)	335.000	580	1968/3
	10	1	4	q	— « —	Réparation du logement du médecin-chef de Lama-Kara	1.500.000	3.000	1968/2
	10	2	4	h	— « —	Travaux de branchement d'eau au centre sanitaire de Vogan	99.315	6.000	1968/3
					MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE				
	11	2	4	d	Service des affaires sociales	Centre de bien-être à Vogan	6.000.000	19.000	1968/1
					MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE				
	12	1	3	a	Enseignement primaire	Construction et équipement de 3 classes	3.000.000	50	1968/2
	12	1	3	d	Enseignement supérieur	Participation togolaise au projet de l'école normale supérieure	7.000.000	7.264	1968/2
						Participation togolaise au projet de l'école normale supérieure :			
						a) Equipement en mobilier	1.075.150	497	1968/3
						b) Coût des experts des Nations Unies	9.000.000	9.000.000	1968/3
	12	1	5	f	Enseignement primaire	Constructions des salles de classe et aménagement divers	22.500.000	21.173	1968/1
	12	1	5	g	»	Construction d'un hangar et d'un bureau de l'inspection primaire de Sokodé	1.000.000	125	1968/1
	12	1	5	i	»	Construction de logement du directeur de l'école de Lassa (Lama-Kara)	665.000	665.000	1968/3
	12	1	6	d	Enseignement technique	Aménagement de la direction de l'enseignement technique de Lomé	500.000	230	1968/1
	12	1	6	h	Enseignement primaire	Construction des bureaux de l'inspection primaire de Tsévié	3.000.000	1.445	1968/1
					RESEAU DES CFT & DU WHARF				
	13	2	1	g		Achat wagons et tombereaux d'occasion	22.100.000	7.900.219	1968/3
	13	2	1	h		Equipement freins à vide	3.000.000	33.465	1968/3
					DEPENSES COMMUNES				
	14	1	2	a	Campement Klouto	Aménagement du campement de Klouto, adduction d'eau et équipement mobilier	14.700.000	194	1968/3
	14	1	2	d	Hôtel de Sokodé	Hôtel de Sokodé	3.200.000	1.151	1968/3
					MINISTERE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DU TOURISME ET DU PLAN				
1	16		2	j	Dépenses communes	Etudes du projet de cossette de manioc	492.850	492.850	1968/1
	20	1	2	a	Direction des études et du plan	Construction marché de Vogan	8.000.000	341.335	1968/3
	20	1	2	b		Achat de véhicules, entretien et fonctionnement	4.000.000	694.586	1968/2
	20	1	2	c		Aménagement et équipement hôtel de Sokodé	1.382.696	33.347	1968/2
					MINISTERE DE L'INFORMATION, DE LA PRESSE ET DE LA RADIODIFFUSION				
	21	2	3	a	Service de la radiodiffusion	Extension des radio-clubs	3.000.000	38.750	1968/1
	21	2	3	d	»	Installation d'antennes pour postes émetteurs à l'intérieur du pays	1.500.000	81.944	1968/2
					Total			31.009.712	

Art. 2 — Sont ouverts au titre du budget d'investissement, gestion 1968 les crédits ci-dessous :

TITRE	Chap.	Art.	Par.	Rub.	MINISTERES ET SERVICES	NATURE DES OPERATIONS	Autorisation des programmes	Crédits de paiement	Crédits ouverts	Prévisions remaniées
1	6	1	—	—	MINISTERE DES FINANCES, DE L'ECONOMIE ET DU PLAN	Travaux divers de réparation des bâtiments administratifs	1.239.712	—	1.239.712	1.239.712
	7	1	4	k	MINISTERE DE LA JUSTICE Tribunal	Construction d'un palais de justice à Lomé. (complément de crédits) (régularisation)	23.500.000	18.300.000	5.200.000	23.500.000
	8	2	6	a	MINISTERE DES TP, MINES, TRANSPORTS, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS ASECNA	Equipement radioélectrique des aérodromes de Sokodé et Mango (régularisation)	2.500.000	2.500.000	6.900.000	9.400.000
	8	7	7	c	Compagnie d'énergie électrique du Togo.	Exécution des travaux divers par la compagnie d'énergie électrique du Togo (CEET)	11.000.000	—	11.000.000	11.000.000
	6	—	—	j	DEPENSES COMMUNES Accroissement capital des organismes privés.	Participation de l'Etat au capital — actions de la société togolaise des engrais (S.T.EN.)	6.670.000	—	6.670.000	6.670.000
						Totaux	44.909.712	20.800.000	31.009.712	51.809.712

Lomé, le 7 juillet 1972
Général E. Byadéma

ORDONNANCE N° 14 du 11-8-72 accordant la garantie de l'Etat à un prêt de la Banque Africaine de Développement à la Banque Togolaise de Développement.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.

Sur le rapport du ministre des finances et de l'économie ;
Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu les ordonnances nos 15 et 16 du 14 avril 1967 ;
Le conseil des ministres entendu.

ORDONNE :

Article premier. — La garantie de l'Etat sous forme d'aval sera accordée au prêt d'un montant de 1.350.000 unités de comptes BAD (environ 375.000.000 de francs CFA), consenti par la banque africaine de développement en vue d'un financement relai à la compagnie togolaise des mines du Bénin (CTMB).

A cette fin, un accord de garantie sera conclu entre le ministre des finances et de l'économie, représentant le gouvernement togolais et la banque africaine de développement.

Art. 2. — La présente ordonnance sera publiée au Journal officiel de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 11 Août 1972
Général Etienne Eyadéma

ORDONNANCE 15 du 11-8-72 portant adhésion de la République togolaise à la Convention supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage, conclue à l'Office Européen des Nations-Unies à Genève, le 7 septembre 1956.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 portant abrogation de la constitution ;
Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 portant désignation du Président de la République ;
Le conseil des ministres entendu.

ORDONNE :

Article premier — La République togolaise adhère sans réserve à la convention supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage, conclue à l'office européen des Nations-Unies à Genève, le 7 septembre 1956.

Art. 2 — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de la République togolaise.

Lomé, le 11 août 1972
Général Etienne Eyadéma

CONVENTION SUPPLEMENTAIRE RELATIVE A L'ABOLITION DE L'ESCLAVAGE, DE LA TRAITE DES ESCLAVES ET DES INSTITUTIONS ET PRATIQUES ANALOGUES A L'ESCLAVAGE, FAITE A L'OFFICE EUROPEEN DES NATIONS UNIES, A GENEVE, LE 7 SEPTEMBRE 1956

PREAMBULE

Les Etats parties à la présente Convention,

Considérant que la liberté est un droit que tout être humain acquiert à sa naissance ;

Conscients de ce que les peuples des Nations Unies ont réaffirmé, dans la Charte, leur foi dans la dignité et la valeur de la personne humaine ;

Considérant que la Déclaration universelle des droits de l'homme, que l'Assemblée générale a proclamée comme l'idéal commun à atteindre par tous les peuples et toutes les nations, dispose que nul ne sera tenu en esclavage ni en servitude et que